



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-3254>

Département(s) de publication : **93, 94, 91, 90**

Annonce n° **26-3254**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Mairie du Bourget

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Relance - Accord-cadre pour la modernisation, l'extension et la maintenance du système de sûreté et de vidéoprotection urbaine - ville du Bourget

Description : Relance - Accord-cadre pour la modernisation, l'extension et la maintenance du système de sûreté et de vidéoprotection urbaine - Ville du Bourget

Identifiant de la procédure : 80f00164-6331-4bd0-869c-8410c917fc6c

Avis précédent : 704621-2025

Identifiant interne : 2026-010

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Fournitures

Nomenclature principale (cpv) : 32323500 Système de surveillance vidéo

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 45233292 Installation de dispositifs de sécurité

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 42961100 Système de contrôle des accès

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 65 avenue de la Division Leclerc

Ville : Le Bourget

Code postal : 93350

Subdivision pays (NUTS) : Seine-Saint-Denis (FR106)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 350,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Relance - Accord-cadre pour la modernisation, l'extension et la maintenance du système de sûreté et de vidéoprotection urbaine - Ville du Bourget

Description : Relance - Accord-cadre pour la modernisation, l'extension et la maintenance du système de sûreté et de vidéoprotection urbaine - Ville du Bourget

Identifiant interne : 2026-010

5.1.1 Objet

Nature du marché : Fournitures

Nature supplémentaire du marché : Services, Marché de travaux

Nomenclature principale (cpv) : 32323500 Système de surveillance vidéo

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 45233292 Installation de dispositifs de sécurité

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 42961100 Système de contrôle des accès

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 65 avenue de la Division Leclerc

Ville : Le Bourget

Code postal : 93350

Subdivision pays (NUTS) : Seine-Saint-Denis (FR106)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 0 An

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 350,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations relatives aux avis antérieurs :

Identifiant de l'avis antérieur : 704621-2025

Informations complémentaires : Le marché est conclu pour une durée initiale allant de sa notification jusqu'au 31 décembre 2026. Il est reconductible tacitement 3 (TROIS) fois pour une durée de 1 (UN) an. Le pouvoir adjudicateur peut dénoncer le marché en faisant part de sa décision au titulaire au moins deux mois avant la fin de validité de l'accord cadre, dans le cas contraire, l'accord cadre est reconduit. Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire l'accord cadre, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Prix

Description : Apprécié sur la base d'une simulation réaliste (DQE masqué) basée sur certains prix du bordereau de prix unitaires, non communiquée pour garantir l'équilibre des offres. Règle de calcul : $40 \times (\text{Montant de l'offre la moins disante} / \text{Montant de l'offre considérée})$

Critère :

Type : Qualité

Description : Description: 2.1 Souscritère n°1. Les moyens humains et matériels relatifs à l'extension du dispositif de vidéoprotection : 10 points 2.2 Souscritère n°2 : La qualité des systèmes de sûreté et des équipements proposés : 10 points 2.3 Souscritère n°3 : La qualité des prestations de maintenance : 15 points 2.4 Souscritère n°4 : La méthodologie de réalisation des prestations (hors prestations et maintenance) : 20 points 2.5 – Souscritère n°5 : Mesures de protection de l'environnement : 5 points

5.1.11 Documents de marché

Date limite de demande d'informations complémentaires : 03/02/2026 à 23:00

Adresse des documents de marché : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2025_lkkhyAj6GB

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2025_lkkhyAj6GB

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 12/02/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 5 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : oui

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 0

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Montreuil

Informations relatives aux délais de recours : Tout recours gracieux peut être adressé, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification d'une décision. Dans les conditions fixées par le code de justice administrative français (CJA), peuvent être formés devant le tribunal administratif de Montreuil : - un référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (art. L. 551-1 CJA) ; - un recours en excès de pouvoir contre une décision, dans les 2 mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (art. R. 421-1 CJA) ou à partir d'une décision implicite de rejet (art. R. 421-1 CJA) ; - un recours de plein contentieux contre une décision de rejet d'une demande préalable et, en cas de décision expresse de rejet, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification de cette décision (art. R. 421-3 CJA) ; Des délais supplémentaires de distance s'ajoutent au délai de 2 mois dans les cas prévus à l'article R. 421-7 du CJA. Peuvent aussi être formés devant le tribunal administratif de Montreuil : - pour les concurrents évincés et après la signature du contrat, un recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité, en application de l'arrêt du Conseil d'Etat, n° 291545, 16 juillet 2007, « Société Tropic Travaux Signalisation » ; - pour les tiers susceptibles d'être lésés dans leurs intérêts de façon suffisamment directe et certaine par la passation du contrat ou ses clauses, un recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité en application de l'arrêt du Conseil d'Etat, n° 358994, 4 avril 2014, « Département du Tarn-et-Garonne ». Le code de justice administrative français est consultable sur le site internet Legifrance, le service public de la diffusion du droit à l'adresse suivante : <http://www.legifrance.gouv.fr>. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Mairie du Bourget

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Mairie du Bourget

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Montreuil

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Mairie du Bourget

Organisation qui traite les offres : Mairie du Bourget

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Mairie du Bourget

Numéro d'enregistrement : 21930013400018

Adresse postale : 65 Avenue de la Division LECLERC

Ville : Le bourget cedex

Code postal : 93351

Subdivision pays (NUTS) : Seine-Saint-Denis (FR106)

Pays : France

Point de contact : Direction de la Commande Publique, des assurances et des subventions d'équipement

Adresse électronique : marches.publics@ville-lebourget.fr

Téléphone : +33148388259

Adresse internet : <https://www.le-bourget.fr/>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2025_lkkhyAj6GB

Profil de l'acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Montreuil

Numéro d'enregistrement : 13000686900015

Adresse postale : 7 rue Catherine Puig (niveau 206 rue de Paris)

Ville : Montreuil

Code postal : 93558

Subdivision pays (NUTS) : Seine-Saint-Denis (FR106)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Téléphone : 0149202000

Télécopieur : 0149202099

Adresse internet : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : a947b12a-f748-4b5e-80ee-cd599572521c - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 12/01/2026 à 13:01

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 12/01/2026